

Tous en grève et en manifestation le 22/03/2018

**« Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner,
mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu. »**

Berthold Brecht

Le gouvernement MACRON et le patronat attaquent de toute part les salariés, les jeunes, les privés d'emplois et les retraités.

Régressions sociales, précarité, chômage... se profilent dans une société au devenir de plus en plus antisocial et antidémocratique.

Après la loi El Khomri et les ordonnances Macron qui ont eu pour seul but de détruire le droit du travail, le service public est aujourd'hui menacé.

- Santé,
- Petite enfance,
- Prise en charge de la perte d'autonomie,
- Education,
- Recherche,
- Formation professionnelle,
- Action sociale,
- Logement,
- Culture ...

Autant de droits et de besoins fondamentaux qui nécessitent le développement des missions et des politiques publiques. Pourtant ces domaines sont présentés à l'opinion publique comme trop coûteux et peu fonctionnels.

Avec le chantier « Action Publique 2022 », Macron, son gouvernement et sa majorité parlementaire entendent les abandonner, les privatiser, les déléguer à des opérateurs privés animés par la recherche du profit et de la rentabilité

Comment ?

En réduisant ou en coupant les budgets



Le système ne peut plus fonctionner



L'opinion publique est persuadée que le changement est la seule solution



Privatisation d'un système basé au départ sur la solidarité

Loi El Khomri Ordonnances Macron

- Baisse de la dépense publique
- Baisse du nombre de postes
- Volonté de privatisation...



COG 2018/ 2022

- Baisse des budgets de fonctionnement
- Réduction de postes
- Blocage des salaires
- Volonté de remettre en cause les conventions collectives (13° mois, prime de vacances, congés conventionnels...)



CPG des URSSAF

- Suppression de 1500 postes
- Conditions de travail de plus en plus pénibles
- Pressions plus intenses pour que le travail se fasse coûte que coûte
- Mal-être et démotivation du personnel
- Accroissement des licenciements pour insuffisance professionnelle



Alors, pour défendre la sécurité sociale dont nous sommes salariés et usagers, pour notre service public, unissons-nous !

Refusons ce modèle sociétal imposé par le gouvernement qui voudrait diviser et opposer la population et les catégories de travailleurs

Tous en grève et dans la rue le jeudi 22 mars 2018

Pour construire le rapport de force aussi bien nationalement que localement, la CGT sera toujours au côté des salariés et des assurés sociaux dans les luttes à venir.

Contacts Délégués syndicaux :
Corinne Jacquet Garcia
Didier Teyssier
Virginie Pezaud
Poste 622295 / cgt.ura@gmail.com